



HAL
open science

Un siècle de scoutisme

Dominique Avon

► **To cite this version:**

Dominique Avon. Un siècle de scoutisme. Vingtième siècle. Revue d'histoire, 2001, 70, pp.152 - 154.
10.3406/xxs.2001.1361 . hal-04125201

HAL Id: hal-04125201

<https://hal.science/hal-04125201>

Submitted on 13 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un siècle de scoutisme

Dominique Avon

Citer ce document / Cite this document :

Avon Dominique. Un siècle de scoutisme. In: Vingtième Siècle, revue d'histoire, n°70, avril-juin 2001. pp. 152-154;

doi : <https://doi.org/10.3406/xxs.2001.1361>

https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_2001_num_70_1_1361

Fichier pdf généré le 27/03/2018

gnoble languedocien que Jaurès savait décrire dans ses articles avec précision et affection. Néanmoins, la France aperçue privilégiait la « province » dans sa dimension urbaine. Même au Languedoc, elle trouvait son aboutissement à Béziers, où fut proclamée l'unité socialiste au printemps 1905. Elle différait même quelque peu de celle qu'aujourd'hui souhaite donner à voir la route touristique Jaurès, inaugurée en 2000 et présentée par Alain Boscus, co-organisateur du colloque et directeur du Centre-musée de Castres. Il fallait donc bien aborder le cas de Paris, que Jaurès quittait souvent, mais pour y revenir... foyer de la lutte et de la vie parlementaire ou culturelle. C'était retrouver les perspectives jadis dessinées par un numéro du *Mouvement social* (« Paris/Province 1900 », juillet-septembre 1992) qu'avait dirigé Madeleine Rebérioux, reprises avec d'autant plus de passion que les relations entre « parisiens » et « provinciaux » constituent un objet d'histoire aux affects parfois prégnants pour les chercheurs chargés de le traiter, qu'ils vivent ou enseignent à Paris ou « en région ». La communication d'Annie Fourcaut sur la banlieue présenta une réalité urbaine dont l'émergence s'affirma aux contemporains dans les années 1890, mais où la présence de Jaurès demeura épisodique. Même l'incontournable meeting du Pré-Saint-Gervais releva plus du débordement des faubourgs parisiens, en raison de la nécessité d'un lieu pour cette manifestation qui fût hors des limites communales, que de la découverte ou de la conquête d'un nouveau territoire. Le Paris de Jaurès resta donc à traiter même si des lieux parisiens de « mémoire jaurésienne » furent évoqués aussi bien dans la communication de Gilles Candar sur les congrès socialistes que dans celle de Nicole Le Pottier-Prévost sur le 14 juillet.

Le colloque ne s'est pas limité à l'enrichissement de l'historiographie jaurésienne, déjà bien balisée par divers colloques et publications depuis une quarantaine d'années. Il a

permis d'intéressants échanges, fondés sur une mise à l'épreuve pratique, à l'instar d'une vaste séance de séminaire, sur le statut de l'image et du document. Les spécialistes présents rappelèrent les divers types de possibilités techniques selon les lieux et les moments. Ainsi, les représentations de congrès, suivant les techniques en cause, donnent à lire des histoires opposées. La lecture spécifique de l'image et son autonomie par rapport au discours textuel ne sont plus à découvrir, mais il n'est pas si fréquent que la question soit traitée dans la pratique, documents à l'appui, sur un sujet assez vaste, par une douzaine de chercheurs différents, historiens « classiques » ou « de l'art », sociologues ou littéraires, universitaires ou spécialistes de techniques spécifiques. La publication, prévue en 2002, de ces deux journées d'étude devrait permettre de vérifier la pertinence de cette approche et la possibilité de la réitérer pour d'autres sujets.

Gilles Candar

UN SIÈCLE DE SCOUTISME

Le métier d'historien prend parfois les allures de celui d'arpenteur ; en permanence, il mesure la distance qui sépare le discours de la réalité... dans l'épaisseur du temps. Lieu commun ? Il concerne la recherche historique sur le scoutisme à deux titres. D'abord parce que la très grande majorité des chercheurs sont issus de mouvements qui se réfèrent à Baden Powell. Ensuite parce que certains de ces mouvements ne sont pas reconnus par l'OMMS¹. Or l'historien ne saurait se satisfaire de l'étude des mouvements « orthodoxes » ou « labellisés », il ne sert ni l'institution ni les organisations qui se sont édifiées en marge de celle-ci.

Le colloque « Scoutisme en Europe dans

1. Organisation mondiale du mouvement scout.

un siècle en mutation »¹ a rassemblé à Montpellier, du 21 au 23 septembre, des intervenants et auditeurs venus d'une dizaine de pays. Dans l'esprit des organisateurs, il s'agissait de franchir une nouvelle étape, après le colloque organisé en novembre 1993 à Chantilly sur le thème « Quels types de chrétiennes et de chrétiens a formés le scoutisme en France ? »². Depuis trois ans, le travail en profondeur de mises en relation et d'informations sur les recherches universitaires concernant l'histoire du scoutisme assumé par de jeunes chercheurs, stimulés par Lionel Christien et Jean-Jacques Gauthé, a placé la France en pointe dans ce domaine³. La création, en mai 2000, de l'association « 1907 », Réseau de recherches interdisciplinaires sur le *scouting* et les mouvements de jeunesse, et l'ouverture de son site Internet⁴ viennent de lui donner un nouvel élan.

La confrontation d'expériences européennes a mis en évidence l'appartenance du scoutisme à une culture et son intégration dans une conception du monde, en amont de la prétention à l'universalité d'une pédagogie, du pragmatisme de son fondateur et de l'appel à la fraternité internationale. Le scoutisme n'est pas neutre : même s'il se refuse à juger des systèmes, c'est un acteur engagé. Dans l'entre-deux-guerres, il ne reconnaît pas les mouvements de jeunesse fascistes italiens, il soutient le scoutisme espagnol clandestin dans le premier franquisme, mais organise l'un de ses *jamboree* dans la Hongrie du régent Horthy. Après la seconde guerre mondiale, il se range résolument dans le camp occidental : aucun mouvement de jeunesse des pays communistes ne sera ac-

cueilli lors des grands rassemblements internationaux.

Cette implication politique illustre, *a contrario*, une étonnante capacité du scoutisme à s'acclimater dans des milieux différents. La loyauté envers le pays, deuxième article de la Loi scout, connaît bien des déclinaisons, il favorise une « naturalisation » du mouvement et des engagements politiques forts, que ce soit en France occupée, dans les colonies ou dans la Palestine sous mandat britannique. La diversité dans l'espace, qui se dévoile, par exemple, dans les moments de rencontres franco-allemandes, s'accompagne d'une variation dans le rythme des transformations : réaction par rapport à la sécularisation, dont les formes sont beaucoup plus radicales en Italie qu'en France ; adaptation par rapport au changement des mœurs, qui n'est pas identique chez les Guides de France et chez les *Girl-guides* en Grande-Bretagne.

Baden Powell, on le sait, n'était pas favorable à la participation des jeunes filles aux activités de *scouting*. Elles s'imposent à lui, avec succès, en 1909. Elles offrent au mouvement une richesse essentielle et le scoutisme féminin devient un élément déterminant de la promotion des femmes. Il assure la formation de générations de jeunes filles et leur participation à la vie de la Cité, prolongeant leurs fonctions culturelles, héritées, de femmes et de mères. Le scoutisme féminin est cependant, depuis une trentaine d'années, gêné par des contradictions. Tantôt, il défend la complémentarité intrinsèque de la femme et de l'homme et donc la diversité des formes éducatives, tantôt il aspire à une « nouvelle anthropologie » qui permettrait de dépasser la perception de différence entre l'homme et la femme.

Ouvert à toutes les formes d'expression spirituelle, le scoutisme a surmonté les préventions, parfois virulentes, des religions instituées pour devenir ensuite victime d'une appropriation par celles-ci. L'exemple de l'Église catholique illustre le passage des attaques de la hiérarchie (en France

1. Actes à paraître à l'automne 2001.

2. Actes réunis par Gérard Cholvy et Marie-Thérèse Cheroutre sous le titre, *Le scoutisme. Quel type d'hommes ? Quel type de femmes ? Quel type de chrétiens ?*, Paris, Le Cerf, 1994.

3. Dix numéros du *BLIGIRUHS* (Bulletin de liaison informel du groupe informel de recherches universitaires sur l'histoire des scoutismes) ont paru entre avril 1997 et mai 2000.

4. <http://histoire.du.scoutisme.freesevers.com>.

contrairement à la Belgique, à Rome sous Benoît XV) à la « récupération ». Cette attitude se rencontre aussi au sein d'Églises protestantes ou dans l'islam. Trois options sont alors possibles : faire du mouvement un espace de proposition spirituelle, où la diversité confessionnelle est vécue ; un lieu de transmission d'une foi déterminée ; un outil de préparation de militants pour défendre une cause, un idéal, une mystique.

Dominique Avon

ALAIN SAVARY

Éclairer la personnalité d'un homme qui incarna la singularité et la liberté en politique, appréhender les convictions intimes qui guidèrent son action et déterminèrent la gestion méthodique de ses responsabilités, telles furent les problématiques communes aux nombreux témoignages et interventions, lors du colloque organisé les 15 et 16 juin derniers en Sorbonne, à l'initiative de la Fondation nationale des sciences politiques, du Centre d'histoire de l'Europe du vingtième siècle et de l'Institut national de la recherche pédagogique. Les intervenants ont, dans un premier temps, évoqué la carrière politique d'Alain Savary, remarquable par sa richesse et son étendue en raison d'un engagement précoce. Maryvonne Prévot a d'abord rappelé le parcours du Français libre et du commissaire de la République attaché à la liberté, de celui qui fut le représentant de Saint-Pierre-et-Miquelon à la Chambre des députés (1951-1959), après avoir rallié ce territoire à la France libre (1941) et y avoir exercé les fonctions de gouverneur (1941-1943). Reconnu Compagnon de la Libération par le général de Gaulle, Alain Savary choisit de s'engager par ailleurs en politique en rejoignant la SFIO.

Les intervenants se sont ensuite attachés à broser le portrait d'un homme au tem-

pérament singulier. En revenant sur les positions de ce « gaullo-socialiste », européen convaincu, rapporteur du traité de Rome mais anticédiste, Robert Frank a trouvé en A. Savary une illustration des évolutions de la gauche non communiste à l'égard de l'Europe. Gilles Morin et Maryvonne Prévot ont analysé, à leur tour, les relations de l'homme à l'égard du socialisme, itinéraire atypique qui l'a conduit, avant 1969, à une forme de marginalisation, en raison de ses désaccords ou de son opposition avec la majorité du parti. Pierre Serne s'est à cet égard appliqué à montrer qu'en dépit de la mise en minorité du premier secrétaire du Parti socialiste au congrès d'Épinay en 1971, les progrès des négociations pour le futur programme commun marquèrent en réalité le succès politique d'Alain Savary. Au niveau local, l'homme a bien été « parachuté », mais réussit, à quelques réserves près, à se faire accepter par les élus locaux et les électeurs qui en firent un député de Haute-Garonne (1973-1981) (Rémy Pech), ce qui le conduisit à la présidence de la Région Midi-Pyrénées mais l'éloigna du Capitole (1977) (Jacqueline Roca).

Son expérience dans le domaine des affaires coloniales a permis à A. Savary, ancien major de la section diplomatique de Sciences Po, de devenir ministre. Signalé d'abord par son rôle reconnu de négociateur endurant et clairvoyant pendant la guerre d'Indochine (Jacques Dalloz), son intérêt pour la question coloniale s'est aiguisé au contact des dossiers concernant les protectorats nord-africains (Serge Bernstein, d'après les travaux de David Machula et de Maryvonne Prévot) et à l'occasion de la guerre d'Algérie (Omar Carlier). Dans le cas de la Tunisie et du Maroc, l'échec de ses efforts pour concilier indépendance et interdépendance ne doit pas faire oublier le rôle de décolonisateur libéral qu'il a joué dans les protectorats français d'Afrique du Nord. Si la guerre d'Algérie a contribué à sa démission du gouvernement, elle lui a inspiré cependant des propositions originales